

Définition et fonctions de la diplomatie

La diplomatie se définit comme la « mise en œuvre de la politique étrangère d'un État », visant avant tout à défendre et promouvoir les intérêts nationaux ¹. Elle sert à entretenir des relations pacifiques entre États, à négocier des traités et accords (bilatéraux ou multilatéraux) et à représenter le pays sur la scène internationale ¹ ². Ses fonctions incluent la communication diplomatique (déclarations, sommets, négociations), la résolution pacifique des conflits, ainsi que la promotion des valeurs et du modèle national. La diplomatie peut revêtir plusieurs formes : notamment *bilatérale* (entre deux États) et *multilatérale* (au sein d'organisations internationales) ³. Au-delà de la diplomatie gouvernementale classique, on parle aussi de diplomatie parlementaire, culturelle, économique ou numérique ⁴ ³. Les instruments diplomatiques comprennent les canaux officiels (ambassades, consulats, représentations permanentes, organes internationaux), le corps diplomatique (ambassadeurs, consulats honoraires, conseillers économiques, attachés, etc.), ainsi que les outils de négociation internationale (traités, conférences, sanctions, réseaux consulaires) ¹ ⁵.

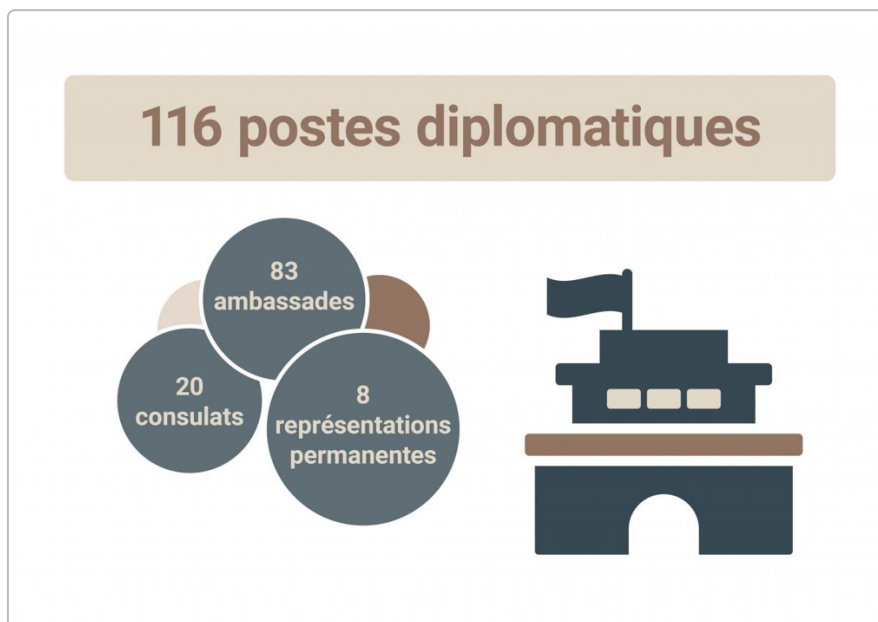
Histoire de la diplomatie belge (1830–aujourd'hui)

- **Origines (1830-1914)** – Dès sa fondation en 1830, la Belgique crée son service des Affaires étrangères (le 18 novembre 1830 sous Sylvain Van de Weyer) pour obtenir la reconnaissance internationale ⁶. Les grandes puissances valident l'indépendance et la **neutralité permanente** de la Belgique au protocole de Londres (20 janv. 1831) ⁷. En 1839, le traité des XXIV articles avec les Pays-Bas impose enfin la reconnaissance mutuelle de la frontière et de la neutralité. Durant le XIX^e siècle, la diplomatie belge se développe parallèlement à la politique coloniale de Léopold II (État indépendant du Congo de 1885 puis Congo belge), multipliant les enjeux internationaux (commerce, territoires).
- **Entre-deux-guerres (1914-1945)** – La neutralité belge est violemment remise en cause par les deux guerres mondiales. L'invasion allemande de 1914 (et 1940) brise la neutralité et pousse la Belgique dans le camp allié. Après 1918, la Belgique défend ses intérêts auprès de la SDN puis des États européens (traités de Locarno en 1925). La diplomatie s'efforce de recoller les morceaux du pays ravagé et de faire entendre la voix belge (ex. plaidoirie de Spaak pour la SDN). Durant l'entre-deux-guerres la loi du 28 juin 1932 impose le bilinguisme dans l'administration, y compris aux Affaires étrangères, traduisant les premières tensions linguistiques dans la diplomatie belge.
- **De 1945 à la décolonisation (1945-1960)** – Au sortir de la guerre, la Belgique abandonne officiellement sa neutralité. Elle est signataire du traité de Bruxelles (1948) aux côtés du Royaume-Uni, de la France, des Pays-Bas et du Luxembourg, et devient membre fondateur de l'OTAN en 1949 ⁸. Elle participe à la création de l'ONU (membre fondateur) et s'implique dans le Plan Marshall. En 1952 elle entre dans la CECA, puis est cofondatrice de la CEE (1957) et de l'UE. Parallèlement, la Belgique administre encore le Congo jusqu'en 1960, faisant de sa diplomatie une force de gestion coloniale et préparant la coopération internationale (création en 1960 d'un ministère des Affaires africaines).
- **De la guerre froide à aujourd'hui (1960-aujourd'hui)** – Après l'indépendance du Congo, la diplomatie belge s'oriente vers la coopération au développement et l'intégration européenne. Dans les années 1960-70, la « multilatéralisation » s'accélère (Conseil de l'Europe, OCDE, Accords de Lomé). Au tournant des années 1980-90 les réformes de l'État redistribuent des compétences internationales aux régions et communautés (ex. accords de coopération bilatéraux par la Communauté française ou flamande). Depuis les années 2000, la diplomatie belge est très active

dans l'UE (présidence du Conseil en 2001 et 2010, du Benelux en 2009-2010, de l'UE en 2024 ⁹) et auprès de l'ONU/OTAN. Elle participe à de nombreuses opérations de paix (80 Casques bleus en mission, surtout au Mali ¹⁰) et fait face aux crises contemporaines (de l'Ukraine au Moyen-Orient). En résumé, la diplomatie belge a évolué d'une neutralité imposée (1831-1914) vers un engagement dans le multilatéralisme et les alliances (UE, OTAN, ONU) tout en ayant su adapter ses structures (SPF AECECD actuel) à ces enjeux globaux ^{8 11}.

Fonctionnement actuel de la diplomatie belge

Le **Service public fédéral Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au développement** (SPF AECECD) est l'institution centrale qui pilote la diplomatie belge. Il est dirigé par deux ministres fédéraux (aux Affaires étrangères et au Commerce extérieur/défense) responsables de la politique étrangère nationale ¹². Par exemple, depuis 2024 le Vice-Premier ministre Maxime Prévot assure les Affaires étrangères tandis que le ministre Theo Francken se charge du Commerce extérieur et de la Défense ¹³. Le SPF est organisé en directions générales (Affaires bilatérales, multilatérales, européennes, consulaires, budget, protocole, etc.) ¹⁴. Le corps diplomatique belge comprend les ambassadeurs-plénipotentiaires, les consuls, et tout le personnel diplomatico-consulaire. À Bruxelles, l'Administration centrale élabore la politique globale et coordonne les missions à l'étranger.



La Belgique dispose d'un réseau de **116 postes diplomatiques** à l'étranger (83 ambassades, 17 consulats généraux, 3 consulats ordinaires, 4 bureaux diplomatiques, 1 bureau à Taipei et 8 représentations permanentes) ¹⁵. *Par exemple*, on compte 83 ambassades dirigées par un ambassadeur ou une ambassadrice, situées généralement dans les capitales étrangères ¹⁵. À leurs côtés, les consulats généraux (dans les grandes villes non-capitales) et les consulats s'occupent avant tout des affaires consulaires (aide aux Belges, visas) et soutiennent les intérêts économiques locaux ¹⁶. Les **représentations permanentes** (à l'UE, à l'ONU, à l'OTAN, etc.) constituent les relais de la Belgique dans ces organisations internationales ¹⁷. La structure interne d'une ambassade typique comprend un chef de poste (ambassadeur), des attachés politiques et économiques, un attaché de défense et un service consulaire. Par exemple, l'ambassade de Belgique à Paris comprend un ambassadeur, un chef de mission adjoint, plusieurs conseillers et attachés, ainsi qu'un attaché de défense et un service consulaire

^{18 19}.

Les **attachés et conseillers** sont des acteurs clés : outre les attachés permanents (économiques, militaires, culturels, etc. attachés aux ambassades), la Belgique a institué en 2013 un réseau de *conseillers en diplomatie économique*. Ces experts bénévoles – souvent d'origine belge ou locale expérimentés – informent le ministre via nos postes à l'étranger sur les questions économiques, financières et sociales des pays d'accueil ⁵ ²⁰ . Leur rôle est de renforcer la diplomatie économique, historique priorité belge depuis 1830, en protégeant les intérêts commerciaux et en soutenant les exportations et investissements belges ⁵ ²⁰ .

Enjeux contemporains

La diplomatie belge fait face à des **défis géopolitiques** variés. Elle doit d'abord gérer les crises internationales (conflits au Moyen-Orient, guerre en Ukraine, tensions sino-américaines, instabilités en Afrique, etc.) en collaboration étroite avec l'UE et l'OTAN. Le SPF AECECD souligne les menaces hybrides (cyberattaques, infox, extrémismes, pandémie) qui influencent nos intérêts vitaux au-delà de nos frontières ²¹ ²² . La Belgique met l'accent sur la défense du multilatéralisme et du droit international, la résolution pacifique des crises et le soutien aux missions de paix (en témoignent sa présence au Conseil de sécurité de l'ONU et le déploiement de Casques bleus) ¹¹ ²³ .

Sur le plan **économique**, la diplomatie belge vise à sécuriser les investissements et marchés extérieurs. L'État belge œuvre pour le développement du commerce international (accords UE, coopération régionale Benelux/Bénélux, partenariats stratégiques avec l'Afrique ou l'Asie), comme en attestent les partenariats signés pour la reconstruction de l'Ukraine ou la promotion des exportations belges. Le réseau de conseillers économiques et le recrutement d'attachés économico-commerciaux illustrent cette orientation ⁵ ²⁰ . Le SPF travaille en synergie avec l'Agence belge pour le commerce extérieur, l'ambassadeur délégué au commerce, et les délégations régionales (AWEX, FIT) pour coordonner l'action économique internationale.

Les **enjeux environnementaux et climatiques** sont devenus centraux. La Belgique s'est engagée dans les conventions internationales (les Accords de Paris sur le climat, la Convention sur la biodiversité) et participe activement aux COP et aux négociations de l'ONU-Environnement. Au sein du SPF, une *Direction Environnement et Climat* (MD8) coordonne la politique extérieure climatique et de développement durable ²⁴ . Cette cellule assure l'alignement sur l'Agenda 2030 et l'intégration des objectifs verts dans la coopération au développement belge ²⁴ ²⁵ . Les diplomates belges soutiennent par exemple les projets de transition énergétique en Afrique ou en Asie et défendent la solidarité internationale face aux crises (inondations, sécheresse).

La **diplomatie culturelle** est également un vecteur de rayonnement. En Belgique, les Communautés et Régions disposent de leur propre « diplomatie publique » culturelle ²⁶ . Notamment, la Communauté française (Fédération Wallonie-Bruxelles) déploie un vaste réseau via Wallonie-Bruxelles International (WBI) qui agit comme « ambassadeur » à l'UNESCO et dans le monde ²⁷ . WBI promeut le patrimoine belge (classements UNESCO), soutient l'enseignement du français, et participe aux initiatives globales pour l'éducation et la diversité culturelle ²⁷ . De même, la Flandre entretient ses propres délégations culturelles (ex. dutch language union, coopérations artistiques). La diplomatie culturelle renforce la présence belge sur les sujets de l'éducation, des droits humains et du patrimoine immatériel, complétant ainsi la diplomatie traditionnelle.

Enfin, les enjeux **numériques et technologiques** sont devenus stratégiques. La Belgique considère le cyberspace comme un nouveau terrain de politique étrangère ²² . Le pays participe activement aux discussions de l'UE sur la sécurité des réseaux (5G, cybersécurité, IA) et défend la cohérence des normes internationales en matière de cyberdéfense ²⁸ ²¹ . Au sein de l'ONU et de l'OTAN, la Belgique

milite pour des règles claires de comportement dans le cyberspace et renforce ses capacités de défense informatique. Elle s'attache aussi à promouvoir la gouvernance d'Internet (données personnelles, désinformation) et à impliquer les acteurs technologiques privés dans le dialogue mondial ²⁹ ³⁰ .

Défis propres à la Belgique

La diplomatie belge présente plusieurs défis spécifiques. D'abord, la **complexité institutionnelle fédérale** multiplie les acteurs étrangers : l'État fédéral, mais aussi trois Régions et trois Communautés ont leurs propres compétences internationales (bilatérales ou sectorielles) ²⁶ . Cette configuration nécessite une coordination étroite pour définir une position belge commune. Par exemple, la Flandre gère la coopération avec les Pays-Bas sur la langue et l'économie, tandis que la Wallonie-Bruxelles pilote la Francophonie. La loi instaure parfois des chevauchements, exigeant de trouver des consensus diplomatiques en interne. Par ailleurs, la question **linguistique** a longtemps marqué les Affaires étrangères (lois bilingues, représentations dans les deux langues), et reste un enjeu administratif et symbolique.

Ensuite, l'héritage de la **neutralité historique** pèse toujours. Longtemps neutre (1831-1914), la Belgique a dû concilier sa tradition non-alignée avec son rôle d'allié. Depuis 1948-49 la Belgique est pleinement engagée dans l'OTAN et l'UE, ce qui implique souvent d'adopter des positions communes avec ses partenaires. Trouver l'équilibre entre autonomie diplomatique et solidarité occidentale (ex. débats sur l'indépendance européenne) demeure un défi. Enfin, dans le cadre **multilatéral**, la Belgique cherche à maintenir un « poids » diplomatique inhabituellement élevé pour un petit pays : cela passe par le siège de plusieurs institutions (UE, OTAN) et par une participation active aux négociations internationales.

Participation aux institutions internationales

- **Union européenne** : Membre fondateur de la CEE/UE (1958), la Belgique est l'un des pays fondateurs et accueille le siège de nombreuses institutions à Bruxelles. En effet, Bruxelles est, avec Luxembourg et Strasbourg, l'un des trois sièges officiels des institutions européennes ³¹ . La Belgique dispose de 22 députés au Parlement européen ³² et fournit chaque année des commissaires et diplomates de haut niveau. Elle défend traditionnellement une intégration européenne forte, la libre circulation et une politique étrangère commune (récentes présidences belges du Conseil de l'UE en 2024 ⁹). L'UE est pour la Belgique le principal cadre de sa diplomatie : les positions belges sont souvent portées via les groupes de travail du Conseil et les délégués permanents à Bruxelles.
- **Nations Unies** : État fondateur en 1945, la Belgique place le multilatéralisme onusien au cœur de sa politique extérieure ¹¹ . Elle est membre non permanent du Conseil de sécurité à plusieurs reprises et en assume même la présidence périodiquement (ex. présidence en 2020 ¹¹). La Belgique milite pour le respect du droit international, le maintien de la paix et la prévention des conflits, en soutenant les missions de l'ONU (envoi de contingents, de spécialistes). Elle contribue aux objectifs de développement durable (SDG) et fournit un soutien financier aux agences onusiennes. Le pays a également assumé des rôles importants (par exemple, Paul-Henri Spaak fut Secrétaire général de l'ONU en 1961).
- **OTAN** : Membre fondateur en 1949, la Belgique occupe une place de choix au sein de l'Alliance atlantique. Le quartier général politique et militaire de l'OTAN est installé à Bruxelles, faisant de la Belgique l'un des centres décisionnels de la défense occidentale ⁸ ³³ . Le pays participe à la

protection collective (déploiement de troupes et d'avions AWACS) et aux opérations de l'OTAN. La Belgique soutient notamment l'intégration des pays des Balkans et de l'Ukraine dans l'Alliance. Sa présence active dans l'OTAN lui confère un « poids » diplomatique supérieur à son poids démographique.

Dans chacune de ces organisations, la Belgique fait entendre ses **positions politiques** : par exemple, elle plaide pour un multilatéralisme renforcé à l'ONU ¹¹, pour le respect des valeurs démocratiques en UE (règles de l'État de droit) et pour la solidarité entre Alliés en OTAN. Elle contribue régulièrement aux budgets communs (UE, ONU) et aux opérations internationales. En somme, malgré sa taille, la diplomatie belge compense par une participation soutenue et stratégique dans les grandes instances mondiales.

Sources : SPF Affaires étrangères (publications officielles et rapport annuel) ¹ ¹² ³⁴ ⁹ ; Wiki/Belgique (diplomatie et histoire) ⁷ ⁸ ; études historiques (Egmont Institute, etc.) ⁶. Ces sources décrivent la définition, l'organisation et les enjeux actuels de la diplomatie belge.

¹ ⁴ Qu'est-ce que la diplomatie ? | vie-publique.fr

<https://www.vie-publique.fr/fiches/269886-quest-ce-que-la-diplomatie>

² ³ ABC de la diplomatie (épuisé, disponible en format PDF)

https://www.eda.admin.ch/dam/eda/fr/documents/publications/GlossarezurAussenpolitik/ABC-Diplomatie_fr.pdf

⁵ ²⁰ Conseillers en diplomatie économique | SPF Affaires étrangères - Commerce extérieur et Coopération au Développement

<http://diplomatie.belgium.be/fr/politique/diplomatie-economique/conseillers-en-diplomatie-economique>

⁶ egmontinstitute.be

https://www.egmontinstitute.be/app/uploads/2014/11/Flipbook_affaires-%C3%A9trang%C3%A8res-compressed.pdf

⁷ Déclaration d'indépendance de la Belgique — Wikipédia

https://fr.wikipedia.org/wiki/D%C3%A9claration_d%27ind%C3%A9pendance_de_la_Belgique

⁸ ²⁶ Foreign relations of Belgium - Wikipedia

https://en.wikipedia.org/wiki/Foreign_relations_of_Belgium

⁹ ²¹ ²³ La diplomatie belge en action: le rapport annuel 2024 du SPF Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au développement est paru | SPF Affaires étrangères - Commerce extérieur et Coopération au Développement

<http://diplomatie.belgium.be/fr/actualites/la-diplomatie-belge-en-action-le-rapport-annuel-2024-du-spf-affaires-etrangees-commerce-exterieur-et-cooperation-au-developpement-est-paru>

¹⁰ ¹¹ Belgium takes over the presidency of the United Nations Security Council | FPS Foreign Affairs - Foreign Trade and Development Cooperation

<http://diplomatie.belgium.be/en/belgium-takes-over-presidency-united-nations-security-council>

¹² ¹³ Ministres | SPF Affaires étrangères - Commerce extérieur et Coopération au Développement

<http://diplomatie.belgium.be/fr/a-propos/ministres>

¹⁴ Services et structure | SPF Affaires étrangères - Commerce extérieur et Coopération au Développement

<http://diplomatie.belgium.be/fr/propos/services-et-structure>

¹⁵ ¹⁶ ¹⁷ ³³ ³⁴ Chiffre de mars 2021: 116 postes | SPF Affaires étrangères - Commerce extérieur et Coopération au Développement

<http://diplomatie.belgium.be/fr/politique/themes-politiques/sous-la-loupe/chiffre-de-mars-2021-116-postes>

18 19 Qui sommes-nous à l'Ambassade? | SPF Affaires étrangères - Commerce extérieur et Coopération au Développement

<http://france.diplomatie.belgium.be/fr/ambassade-et-consulats/ambassade-paris/qui-sommes-nous-lambassade>

22 28 29 30 Cyberdiplomatie | SPF Affaires étrangères - Commerce extérieur et Coopération au Développement

<http://diplomatie.belgium.be/fr/politique/themes-politiques/paix-et-securite/menaces-hybrides/cyberdiplomatie>

24 25 Environnement et diplomatie verte | SPF Affaires étrangères - Commerce extérieur et Coopération au Développement

<http://diplomatie.belgium.be/fr/politique/themes-politiques/vers-une-societe-mondiale-et-solidaire/environnement-et-diplomatie-verte>

27 UNESCO | Wallonie-Bruxelles International (WBI)

<https://wbi.be/fr/unesco>

31 32 Belgium – EU country profile | European Union

https://european-union.europa.eu/principles-countries-history/eu-countries/belgium_en